

## *La Vivaldi, un long fleuve tranquille ?*

**Interview de Caroline Sägesser  
par Marie Rigot et Jonas Legge**

**P**lus de 20 mois après sa mise en place, le gouvernement De Croo continue à évoluer dans un climat particulier. Entre les tacles à répétition de certains présidents de parti et les positions parfois contraires à l'accord de gouvernement adoptées par des ministres, la vie au 16 rue de la Loi est loin d'être un long fleuve tranquille... Mais faut-il y voir un risque pour l'avenir de la Vivaldi ? Des élections anticipées nous pendent-elles au nez ?

**La Libre Belgique :** Les dossiers très chauds s'accumulent sur la table du gouvernement fédéral : nucléaire, réforme fiscale, pensions, emploi, pouvoir d'achat... Comprenez-vous cette stratégie de ne pas trancher dans ces matières sensibles ?

**Caroline Sägesser :** Je ne sais pas s'il s'agit d'une stratégie ou d'une incapacité à obtenir un accord politique. À ce sujet, le mois qui leur reste avant les vacances parlementaires sera crucial. Il leur faudra engranger quelques accords. Le bilan de la Vivaldi est assez maigre jusqu'à présent. On assiste à quelque chose qui est tout aussi préoccupant actuellement : les différents partis de la majorité se projettent de plus en plus vers un avenir au-delà de la Vivaldi. Quand on voit l'intensité et la fréquence des critiques formulées par des présidents de parti, on a parfois l'impression qu'on vote l'an prochain alors qu'il reste encore deux ans jusqu'au scrutin. On a l'image d'un gouvernement qui s'essouffle, alors qu'il n'est pas très vieux...

**Certaines rumeurs laissent entendre que la Vivaldi pourrait tomber cet été. Cela avantagerait-il certains partis ?**

Non, je ne vois pas du tout quel parti pourrait tirer son épingle du jeu d'un tel débranchement de prise. Quand on voit les résultats des derniers sondages, on se rend compte que tous les partis de la coalition perdent pas mal de plumes, surtout du côté flamand à l'exception de Vooruit. Je ne vois donc pas très bien qui serait assez inconscient pour appeler prématurément à se rendre aux urnes... Tout indique que le résultat de telles élections anticipées rendrait la mise en place d'un gouvernement encore plus compliquée.

Par ailleurs, quand le gouvernement De Croo a été mis en place, il s'est déjà projeté au-delà de 2024. Le bicentenaire de la Belgique en 2030 a ainsi été évoqué. L'exécutif a même mis à son programme la préparation d'une septième réforme de l'État. Les partis de la Vivaldi souhaitent aller ensemble beaucoup plus loin. Il est clair que ce n'est pas ce qui se dégage de la tonalité générale de ce gouvernement. Mais cela ne signifie pas que la Vivaldi a envie de jeter l'éponge dès maintenant. Cela me semble extrêmement peu probable.

### **Alexander De Croo a-t-il assez de poigne pour être le Premier ministre d'une telle coalition ?**

Je ne suis pas sûre que c'est de poigne dont il a besoin. Quand il y a sept partis dans une coalition, ne faut-il pas davantage se montrer diplomate pour parvenir à concilier les avis des uns et des autres ? Qui plus est, la fonction de Premier ministre dans une Belgique fédérale ne requiert pas vraiment ce leadership, cette poigne. Nous ne sommes pas du tout dans une configuration à la française. On a plutôt besoin de quelqu'un qui met de l'huile dans les rouages. J'observe avec curiosité qu'on lui reproche ce manque d'autorité, alors que, parallèlement, on continue à vanter les qualités humaines et diplomatiques de Sophie Wilmès. C'est étrange d'adresser à l'un des reproches et à l'autre des compliments pour le même comportement.

### **On a l'impression que les présidents des partis francophones de la Vivaldi passent plus de temps à démonter les décisions prises par le gouvernement qu'à les défendre. Est-ce surprenant ?**

Oui et non. Je crois que, de toute façon, c'est quelque chose qui a toujours été prévu dans notre système. On peut même estimer qu'il s'agit d'une fragilité puisque les présidents de parti ne participent pas au gouvernement. Dans d'autres pays, des présidents de parti sont ministres. Chez nous, le fait que le président de parti reste à l'extérieur du gouvernement permet quelque part de jouer sur les deux tableaux, de continuer à avoir ce rôle plutôt militant. Jusqu'à un certain point, c'est naturel. Mais quand ça devient trop systématique ou trop fréquent, ça peut saper l'autorité du gouvernement.

### **A-t-on toujours assisté à une telle opposition des présidents de parti ?**

Il est clair que ça a pris une intensité supérieure actuellement, vu l'immédiateté des moyens de communication. Autrefois, les présidents de parti avaient sans doute la même posture mais il fallait attendre soit une manifestation nationale, soit une grande interview avec un quotidien pour critiquer des décisions du gouvernement. À l'heure actuelle, avec les réseaux sociaux, la réaction est immédiate et elle peut être systématique. C'est ce qui donne le caractère un peu usant aux réactions des présidents de parti qui sont sans doute un peu exaspérantes pour les membres du gouvernement.

Cela contraste avec la bonne entente à l'intérieur du gouvernement. Alors qu'on remet en cause la viabilité de la Vivaldi, on entend particulièrement peu de distensions et de claquements de portes à l'intérieur même de l'exécutif.

**Vous parlez de pays où les présidents de parti entrent au gouvernement. Imagineriez-vous Georges-Louis Bouchez au sein d'un exécutif ?**

Ne soyons pas personnels. Mais si on choisissait le président du parti en fonction de cette trajectoire naturelle qui est de le voir devenir le chef de file de sa tendance politique au gouvernement, on aurait peut-être aussi des critères de sélection différents...

**La sortie de Jean-Luc Crucke a fait beaucoup parler ces dernières semaines. Peut-on l'interpréter comme le signe que Bouchez ne fait plus l'unanimité à la tête du MR ?**

On a l'impression depuis tellement longtemps que Georges-Louis Bouchez est critiqué en interne, qu'il semble affaibli. Après le choix du casting pour le gouvernement fédéral, on avait même dit qu'il serait encadré par un groupe qu'on avait surnommé « les belles-mères ». Mais en fait, Georges-Louis Bouchez est un peu le président Tefal. On a l'impression que, quels que soient les événements, rien ne peut atteindre sa crédibilité et son autorité sur le parti. Je resterais donc prudente à son sujet, parce qu'il a prouvé qu'il pouvait surmonter pas mal d'opposition en interne. J'ajoute que le MR est en tête des intentions de vote à Bruxelles selon le dernier sondage, ce qui représente un retour en grâce pour ce parti.

**Conner Rousseau est aussi très présent médiatiquement, mais différemment. Il se met en scène comme un vrai *Bekende Vlamingen*. Cette stratégie-là vous surprend-elle ?**

C'est surprenant pour ma génération. Je crains malheureusement que ce soit un style de communication qui va être amené à se développer. Il est vrai qu'il y a un côté populiste qui peut paraître dérangeant, avec des petites phrases slogans à l'emporte-pièce. Mais visiblement, ça fonctionne puisque Vooruit est le seul parti flamand de la coalition qui semble marquer des points et avoir le vent en poupe. C'est le style de l'époque et ça a permis d'enrayer cette descente aux enfers des socialistes flamands. Cette popularité vient certainement davantage de la personnalité de Conner Rousseau que du changement de nom du parti.

**Un autre président de parti, Bart De Wever (N-VA), a opté pour une stratégie bien différente, privilégiant la discrétion. Est-ce efficace ?**

Le parti est redevenu numéro 1 en Flandre, mais sans atteindre son score historique. La popularité de la N-VA et de son président plafonne. C'est vrai qu'il est en place depuis si longtemps... Il semble résister à l'idée de laisser le flambeau à quelqu'un d'autre. Par ailleurs, il n'a jamais été Premier ministre ou ministre-président. Il est vraiment resté dans son rôle de président de parti et de bourgmestre d'Anvers. C'est peut-être lui qui a inauguré ce modèle-là, même si chacun le fait avec un style différent. Il était aussi coutumier de ces petites phrases qui faisaient mouche. Cela pourrait expliquer qu'il s'entend visiblement bien avec Conner Rousseau. C'est un peu le modèle du leader flamand moderne. Mais il est peut-être en train de se faire dépasser par plus jeune, plus novateur, plus médiatique, plus charismatique. Le pouvoir use évidemment.

**Croyez-vous en une alliance entre la N-VA et les socialistes pour 2024 ?**

Les élections n'ont lieu que dans deux ans, il est donc difficile de présager ce qui va se passer. Pour ce qui est d'une alliance entre la N-VA et Vooruit, tout dépendra du niveau de pouvoir dont il est question. À Anvers, ils ont prouvé que ça fonctionnait. Peut-être qu'en prévision des communales, on pourra voir de telles alliances se multiplier. Au niveau régional, on pourrait l'imaginer, même si c'est un peu tôt. On sent bien que la N-VA semble moins proche des thèses du Voka qu'auparavant. J'ai le sentiment qu'au vu de l'évolution de son grand challenger qu'est l'extrême droite, elle est prête à mettre plus de social dans son programme que par le passé.

**Mais vous excluez une telle alliance au fédéral ?**

Je ne l'exclus pas. Mais au niveau fédéral, en toute vraisemblance, on sera face à une carte politique extrêmement compliquée en Flandre. On aura un front commun des partis flamands pour dire qu'il faut une majorité au sein du groupe linguistique néerlandophone pour former un gouvernement. Cela voudrait dire que forcément la N-VA sera présente, au vu du score du Belang et du PVDA. Il y aura donc forcément une négociation avec la N-VA et je ne vois pas pourquoi elle ne monterait pas dans une coalition avec Vooruit. Même si ces deux formations ne seront pas suffisantes.

**Paul Magnette a écarté la possibilité d'une réforme de l'État en 2024. Comment interprétez-vous les propos du président socialiste ?**

C'était une sortie un peu étonnante, compte tenu du fait qu'il y a encore pas mal de régionalistes au sein du PS. Ils ont dû être déconcertés par cet alignement sur les positions un peu plus proches du MR ou de Défi. Je l'interprète comme étant un autre de ces positionnements de campagne. Alors qu'il nous reste encore deux ans avant la fin de la législature...

Il faut aussi prendre en compte le fait qu'il traîne un peu comme un boulet ses négociations avec De Wever en juillet 2020. C'est une façon de tourner la page et de montrer que le PS ne sera pas le co-liquidateur de la Belgique fédérale actuelle. Cela s'inscrit aussi dans une attitude francophone que l'on voit se répéter à des moments de possibles crises institutionnelles. Les Flamands ont des agendas de réforme institutionnelle plus ou moins précis, les francophones, eux, avancent dans la posture de « nous ne sommes demandeurs de rien ». Je ne sais pas si c'est la bonne façon de baliser cette future réforme de l'État dont la préparation figurait au programme du gouvernement De Croo. C'est encore une fois une incohérence entre les positions d'un président de parti et la participation au gouvernement fédéral.

**À Bruxelles, l'abattage rituel a divisé au sein même des partis. Aucun groupe, excepté Groen, PTB et N-VA, n'a voté de manière uniforme. Ce dossier va-t-il laisser des traces ?**

C'est un débat très bruxellois. Je reste d'ailleurs très étonnée par l'ampleur qu'il a prise et par le fait que la controverse se poursuive. Les tensions autour de ce dossier ont surtout montré les tensions au sein de la majorité bruxelloise. On savait dès la formation de ce gouvernement que la question de la laïcité et du rapport au religieux était un aspect qui allait isoler Défi de ses partenaires et créer des remous.

### **L'approche communautariste est-elle plus répandue dans certains partis ?**

C'est la grande ironie : quand on parle de communautarisme, on vise des faveurs consenties essentiellement à la communauté musulmane dans des dossiers comme le foulard ou l'abattage rituel. Or d'autres débats sont menés par des partis ou des politiques en pensant à leur électorat. Si le MR pousse une mesure destinée à favoriser les classes moyennes ou les petits indépendants, on ne va jamais l'accuser de communautarisme car la stratification est sociale et pas ethnique ou culturelle. C'est toujours particulier d'accuser l'autre de communautarisme quand on le pratique soi-même sur des bases belgo-belges. D'autant qu'il est strictement normal en démocratie que les partis tentent de séduire leurs électeurs potentiels.

### **Malgré la refonte, Les Engagés sont à la peine selon le sondage du *Soir*. Ce mouvement pourrait-il n'être qu'éphémère ?**

Quand le PSC s'est mué en CDH, j'étais sceptique quant à la réussite de l'opération. Or ça n'a pas été une réussite totale, mais pas non plus un échec retentissant. Clairement, le mouvement Les Engagés souffre d'un déficit de notoriété. Il lui reste deux ans pour retrouver de l'espace médiatique, pour séduire des électeurs. Mais, en Belgique, compte tenu de notre pratique des gouvernements de coalition, est-il nécessaire d'avoir un parti centriste ? De nombreux électeurs peuvent se retrouver dans des positionnements au centre mais ils pourraient chercher à faire contrepoids au parti dominant en votant pour un parti plus « marqué ». Exemple : voter pour le MR en Wallonie car le PS y est dominant. Mais on verra après le prochain scrutin. Les intentions de vote maintenant ne sont pas indicatives de ce qu'elles seront dans deux ans.

Cet article a été publié sous le titre « “On assiste à quelque chose d'assez préoccupant actuellement au sein du gouvernement De Croo” » sur : *Lalibre.be*, 25 juin 2022.

Pour citer cet article dans son édition électronique : Caroline SÄGESSER (interviewée par Marie RIGOT et Jonas LEGGE), « La Vivaldi, un long fleuve tranquille ? », *Les @nalyzes du CRISP en ligne*, 25 juin 2022, [www.crisp.be](http://www.crisp.be).